



ARRÊTÉ N° 90-E- 1857 du 1- OCT 1990

D.R.A.G.

4ème Bureau

portant autorisation à la S.A.R.L. CARRIERES DU BREUIL VOLATRON FILS  
à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune  
de SAINT-AIGNY.

LE SECRETAIRE GENERAL DE L'INDRE,

- VU le Code Minier et notamment son article 106 ;
  - VU le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation ;
  - VU l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;
  - VU la loi N° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
  - VU la loi du 27 Septembre 1941 modifiée portant règlement des fouilles archéologiques ;
  - VU la loi N° 80-532 du 15 Juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance ;
  - VU le décret N° 79-1108 du 20 Décembre 1979 modifié relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;
  - VU le décret N° 80-330 du 7 Mai 1980 modifié relatif à la Police des Mines et Carrières ;
  - VU le décret N° 80-331 du 7 Mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;
  - VU la demande en date du 14 Juin 1990 présentée par la S.A.R.L. CARRIERES DU BREUIL VOLATRON Fils en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de SAINT AIGNY au lieu-dit "le Breuil" dans les parcelles cadastrées section BN n° 28, 29, 35, 36, 38, 41, 59, 60, 63, 64, 67 à 77 ;
  - VU les avis exprimés au cours de l'instruction de la demande ;
  - VU le mémoire établi par le pétitionnaire en réponse aux avis et observations ;
  - VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche en date du 13 Septembre ;
- Considérant que le projet présenté implique l'aliénation d'un chemin rural et la création d'un nouveau, que cette aliénation ne peut intervenir qu'après délibération du conseil municipal ;

- 2 -  
**A R R E T E**  
-----

**Article 1er :** La S.A.R.L. CARRIERES DU BREUIL VOLATRON Fils dont le siège social est à INGRANDES, est autorisée à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de SAINT AIGNY au lieu-dit "le Breuil" dans les parcelles cadastrées section BN :

**. Pour la partie souterraine :**

n° (28-29-63) p.p. représentant une superficie de 2000 m<sup>2</sup> environ.

**. Pour la partie à ciel ouvert :**

n° 28-35-36-41-59-60-63-64-67-68-69-77 représentant une superficie de 18625 m<sup>2</sup>.

**Article 2** - La demande d'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire présentée par la S.A.R.L. CARRIERES DU BREUIL VOLATRON Fils sur les parcelles cadastrées section BN n° 38 et 70 à 76 représentant une superficie de 1798 m<sup>2</sup> est rejetée en l'état.

**Article 3** - Il est donné acte à la S.A.R.L. CARRIERES DU BREUIL VOLATRON Fils de sa déclaration d'abandon de travaux souterrains de carrière dans les parcelles cadastrées section BN n° (28-29-63) pp et 59 représentant une superficie de 10800 m<sup>2</sup> environ.

**Article 4 :** La durée de l'autorisation est fixée à 30 ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, d'en faire la demande au moins six mois avant la date d'expiration de cette dernière.

**Article 5 :** La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle est accordée sans préjudice de l'observation des réglementations relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales et au travail.

**Article 6 :** Toute découverte archéologique fortuite sera conservée et immédiatement signalée aux Circonscriptions Régionales des Antiquités Préhistoriques et des Antiquités Historiques.

M. le Directeur de la Circonscription Régionale des Antiquités Préhistoriques sera en outre informé au moins quinze jours à l'avance par lettre des travaux de décapage.

**Article 7 :** L'exploitation est soumise aux dispositions des décrets relatifs à la police des mines et carrières, en particulier :

.../...

- . Il sera procédé sur les lieux de l'exploitation, à l'aide de panneaux, à l'affichage réglementaire comportant le nom et l'adresse de l'exploitant et les numéro et date de l'arrêté d'autorisation.
- . L'exploitant devra, éventuellement par la pose d'une clôture, prendre les mesures nécessaires pour éviter tout dépôt de détrit, d'ordures ménagères ou de déchets divers à l'intérieur de la fouille.
- . L'accès à la zone d'exploitation et à toute autre zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace.
- . Toutes les précautions seront prises afin d'éviter tout déversement accidentel de produits susceptibles de polluer les eaux souterraines ou superficielles.

**Article 8** - L'exploitation sera conduite conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ; en particulier les conditions suivantes seront respectées :

**. Pour la partie souterraine :**

- . Un grillage avec une grille fermant à clef sera posé dans la troisième galerie transversale afin de condamner l'accès à la partie abandonnée. Ce grillage définit la limite du périmètre d'exploitation côté Nord Ouest.
- . Une distance horizontale minimale de 18,5 m sera maintenue entre les limites extrêmes des vides résultant de l'extraction et la limite de la parcelle n° 29 côté Sud-Ouest.
- . L'exploitation sera conduite par la méthode des piliers abandonnés conformément à la consigne générale d'exploitation visée par le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche le 12 Janvier 1987, en particulier l'utilisation de produits explosifs est interdite.
- . Toutes les dispositions seront prises pour limiter et éviter tout accroissement des pressions de terrain dans la zone d'influence située au dessus de l'excavation souterraine y compris la zone abandonnée.
- . L'écoulement des eaux de surface et de ruissellement sera contrôlé afin d'éviter les infiltrations dans l'exploitation.
- . L'exploitant est tenu d'assurer la surveillance et la sécurité de tous les vides situés dans l'emprise de la carrière.
- . En fin d'exploitation, tous les accès à la partie souterraine seront condamnés de manière solide et efficace afin d'interdire à toute personne d'y pénétrer.

.../...

. Pour la partie à ciel ouvert :

- . Toute extraction à ciel ouvert dans les parcelles 28-29-59 et 63 est interdite.
- . Les bords de l'excavation seront maintenus à une distance horizontale de dix mètres au moins des limites du périmètre autorisé pour l'exploitation à ciel ouvert.
- . La profondeur d'extraction sur les autres parcelles est limitée à **17** mètres par rapport au chemin d'accès.
- . L'exploitation sera réalisée par gradins de hauteur maximale 5 mètres. Les gradins seront séparés par des banquettes horizontales de largeur minimale 5 mètres.
- . La haie séparant les parcelles 35 et 67 sera conservée.
- . Un talus de stériles sera élevé dans la zone des dix mètres le long de la route communale n° 6 d'INGRANDES à FONTGOMBAULT. La végétation sera conservée dans la mesure du possible et ce talus sera planté de façon à créer un écran visuel masquant le site aux usagers de cette route.
- . Les stériles de carrière et déchets de l'atelier de taille qui ne seraient pas valorisés seront déposés :
  - pour partie en fond de carrière
  - pour le reste en bandes parallèles dans le fond des parcelles n° 28 - 29 et 59 de façon harmonieuse avec le paysage.
- . Il est interdit de déposer ces stériles et déchets dans la zone d'influence de l'excavation souterraine.
- . Il n'y aura pas de dépôt de terre végétale sur ces stériles afin de ne pas modifier la nature de la flore par rapport à celle existante au voisinage qui s'y implantera spontanément.
- . Les arbres qui y seront plantés seront prélevés dans le voisinage immédiat.
- . Les zones abandonnées de la carrière ou celles non nécessaires à la poursuite de l'exploitation seront remises en état sans attendre en effectuant les travaux nécessaires à une meilleure intégration du site dans le paysage notamment :
  - . nivelage des abords
  - . reconstitution des sols par remise en place des horizons supérieurs de la découverte.

. En fin d'exploitation :

- . Tous les matériels quels qu'ils soient devront être enlevés de l'emplacement. Il ne devra subsister sur celui-ci aucune épave.
- . Les abords de fouille seront régaliés et nettoyés.
- . Les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires devront avoir été décapées des matériaux stabilisés qui y auraient été régaliés puis recouvertes par les matériaux de découverte.

.../...

- . Le front de taille actuel côté parcelle 67 peut rester en l'état.
- . Les autres fronts de taille seront talutés en pente douce n'excédant pas 30°.
- . L'ensemble de la surface travaillée sera recouvert des matériaux de découverte et planté de jeunes arbres prélevés dans le voisinage immédiat et judicieusement répartis.
- . Le réaménagement sera terminé au plus tard à la date d'échéance de la présente autorisation.

#### **Article 9 : Modification des conditions d'exploitation.**

Tout projet de modification des conditions d'exploitation ou de réaménagement de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **Article 10 : Abandon des travaux.**

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux et quatre mois avant la fin de la remise en état des lieux, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser une déclaration préalable au Préfet.

La déclaration, produite en huit exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 8 ci-dessus et les mesures prises pour éviter les dangers.

#### **Article 11 : Sanctions.**

Sans préjudice des sanctions de toute nature prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues aux articles 141 et 142 du Code Minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène et d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du Code Minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation en particulier en ce qui concerne la remise en état des terrains.

.../...

Article 12 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur. Ampliations en seront adressées au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche (2 exemplaires), au Maire de **SAINT AIGNY**, aux Directeurs et Chefs de Services consultés lors de l'instruction de la demande. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 13 - L'arrêté n° 75-806 du 5 Mars 1975 portant autorisation à la **S.A.R.L. CARRIERES DU BREUIL** de poursuivre l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de **SAINT AIGNY** est abrogé.

Article 14 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de **SAINT AIGNY**, M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, MM. les Directeurs et Chefs de Services intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



André HOREL